



ASSEMBLÉE NATIONALE

14ème législature

États membres

Question au Gouvernement n° 2513

Texte de la question

ÉLECTIONS EN GRÈCE ET RÉORIENTATION DE LA POLITIQUE EUROPÉENNE

M. le président. La parole est à M. Jean-Noël Carpentier, pour le groupe radical, républicain, démocrate et progressiste.

M. Jean-Noël Carpentier. Ma question s'adresse à M. le secrétaire d'État chargé des affaires européennes.

La victoire de Syriza est une bonne nouvelle pour les Grecs et pour l'Europe. Cette victoire n'a pas besoin de récupération politicienne en France.

M. Bernard Accoyer. Et le PASOK ? Il a fait combien ?

M. Jean-Noël Carpentier. C'est le choix lucide et raisonnable d'un peuple libre face à l'austérité.

C'est une voie progressiste, une voie qui tourne le dos à l'extrême-droite, une voie qui veut une Europe plus solidaire, une démarche de coopération entre les peuples plutôt que de concurrence.

Ce qui se passe en Grèce n'est pas un fait isolé. Le constat grandit dans de nombreux pays, les politiques néolibérales et la dérégulation de l'économie profitent à quelques-uns au détriment des populations et des classes moyennes. Elles ne permettent pas de sortir de la crise. Elles creusent les inégalités.

Un cap idéologique est donc dorénavant franchi au niveau européen. Des rassemblements nouveaux pour desserrer les dogmes de l'austérité sont désormais possibles.

Aussi, monsieur le secrétaire d'État, alors que le Président de la République a invité M. Tsipras à Paris – et c'est très bien –, pouvez-vous nous dire comment le Gouvernement envisage, dans cette situation nouvelle, une réorientation de la politique européenne que beaucoup demandent ? *(Applaudissements sur les bancs du groupe RRDP et sur plusieurs bancs du groupe GDR.)*

M. le président. La parole est à M. le secrétaire d'État chargé des affaires européennes.

M. Harlem Désir, secrétaire d'État chargé des affaires européennes. Monsieur le député Jean-Noël Carpentier, comme vous l'avez rappelé, le Président de la République s'est entretenu lundi avec le nouveau Premier ministre grec, Alexis Tsipras, à la suite des élections législatives qui ont vu les citoyens grecs accorder à Syriza une majorité et confier à Alexis Tsipras le soin de présider aux destinées de la Grèce.

Nous allons donc travailler avec le nouveau gouvernement grec. Le Président de la République a proposé à

Alexis Tsipras de se rendre à Paris dès que son gouvernement serait formé. C'est désormais chose faite. Le rôle de la France et de l'Europe est de faire en sorte que nous puissions travailler dans un esprit de solidarité et de responsabilité.

Nous ne pouvons pas accepter deux attitudes, l'une consistant à faire comme si les Grecs ne s'étaient pas exprimés, comme s'ils n'avaient pas dit qu'ils voulaient en finir avec l'austérité. Il faut discuter avec le nouveau gouvernement que se sont choisis les citoyens grecs, comme cela aurait été le cas si le résultat avait été différent.

Les Grecs ont choisi une majorité qui est favorable au maintien de la Grèce non seulement dans l'Europe, mais dans la zone euro. Un esprit de responsabilité s'est manifesté ; des engagements ont été pris et ils doivent être tenus, mais en permettant à la Grèce de retrouver le chemin de la croissance.

M. Bernard Accoyer. Qui va payer ?

M. Harlem Désir, secrétaire d'État. La dette a augmenté. Si elle s'élève à 175 % du PIB, c'est aussi parce que le PIB, la richesse nationale, a baissé de 25 % depuis le début de la crise. Notre réponse doit consister à aider la Grèce à mener les réformes, à retrouver la croissance qui lui permettra de faire en sorte que soit renoué le lien des citoyens avec le projet européen, mais aussi avec l'emploi.

Il s'agit en effet de la bataille pour la réorientation que nous menons. C'est ce que nous avons fait avec la nouvelle politique monétaire qui permet la baisse de l'euro, le plan Juncker de 315 milliards d'investissement et une nouvelle doctrine sur la flexibilité. Telle est la bataille que nous allons mener pour la Grèce et pour l'Europe.

Données clés

Auteur : [M. Jean-Noël Carpentier](#)

Circonscription : Val-d'Oise (3^e circonscription) - Radical, républicain, démocrate et progressiste

Type de question : Question au Gouvernement

Numéro de la question : 2513

Rubrique : Union européenne

Ministère interrogé : Affaires européennes

Ministère attributaire : Affaires européennes

Date(s) clé(s)

Question publiée au JO le : [29 janvier 2015](#)

La question a été posée au Gouvernement en séance, parue au Journal officiel du [29 janvier 2015](#)